

La Terre

Fondée en 1929

DE CHEZ NOUS

DISPONIBLE SUR:



A Phaneuf
LES ÉQUIPEMENTS

**ÉVÈNEMENT
PORTES OUVERTES**

VICTORIAVILLE = 16 FÉVRIER
MARIEVILLE = 23 FÉVRIER
UPTON/SHEFFORD = 9 MARS
LA DURANTAYE = 16 MARS

ON VOUS ATTEND ENTRE 10 H ET 15 H | www.adrienphaneuf.com

UPTON • GRANBY • MARIEVILLE • VICTORIAVILLE •
LA DURANTAYE • STE-MARTINE • ST-CLET • HUNTINGDON

CNH INDUSTRIAL CAPITAL
©2019 CNH America LLC. Tous droits réservés.
Case II est une marque de CNH America LLC.
CNH Capital est une marque de CNH America LLC.
www.cnh.com

CASE II
AGRICULTURE 201016

Vol. 90 n° 8 / 13 FÉVRIER 2019 - laterre.ca - 32 pages - 2,25 \$

PP40069165

Elles relèvent des étables

Pages 4 et 5

Les conseillères en gestion agricole se démarquent dans leur approche auprès des agriculteurs. La Terre présente quatre femmes passionnées qui aident les fermes laitières à se relever de leurs difficultés financières.



PHOTOMONTAGE: JUDITH BOVIN-ROBERT/TCN

ZONAGE

Un hôpital ira en zone verte

Page 15

AGRIMOM

Des amours... sucrées

Page 23



LA VIE À LA CAMPAGNE

Martin Cloutier

Page 10

MAIN-D'ŒUVRE

Encore plus de travailleurs étrangers

Page 14

Pétition pour le retour du berlingot à l'école

Page 6



SÉCHERESSE 2018

Une chicane Québec-Ottawa bloque 16 M\$

Page 6



ARCHIVES/TCN

LA FIÈVRE DU PRINTEMPS!

Jusqu'à 20% d'escompte sur les pièces sélectionnées.
Jusqu'à 15% sur l'huile en vrac 200 litres et plus.

1 coupon par tranche d'achat de 500\$ de pièces*

1^{er} prix : 50 heures d'utilisation d'un Maxxum
2^e prix : 5 voyages dans le sud (1 par succursale)
3^e prix : 1 drone incluant 1 abonnement à Drone Display

*Voir les règlements du concours chez Claude Joyal Inc. Promotion jusqu'au 31 mars 2019, tirage le 5 avril 2019



CLAUDE JOYAL
LYSTER 1 NAPIERVILLE
SAINT-DENIS-SUR-RICHELIEU
SAINT-GUILAUME
STANBRIDGE STATION

CASE II
AGRICULTURE

201640



Messageries Dynamiques 08-03

Vol 90 #08
10013 2.25\$
7 78313 02664 1

À LA UNE

Les releveuses d'étables à la rescousse



MARTIN MÉNARD

mmenard@laterre.ca
f @menard.journaliste

QUÉBEC — La santé financière de près de 20 % des fermes laitières du Québec se dégrade depuis cinq ans. L'étau se resserre sur elles, mais des conseillers en gestion sillonnent le Québec pour les aider à se relever. *La Terre* a rencontré quatre femmes, des spécialistes reconnues dans le milieu, qu'on appelle « les releveuses d'étables ».

Ces femmes impressionnent par leurs connaissances très poussées des détails associés à la gestion d'une exploitation laitière. Leurs analyses sont précises, concrètes et parfois dures à entendre, mais réellement susceptibles d'améliorer la santé financière des entreprises qu'elles accompagnent.

« On fait tout ce qu'on peut avec passion et dévotion. On sait qu'une ferme, ce n'est pas juste un job parmi d'autres; c'est une vie et un patrimoine familial. Chaque ferme qu'on réussit à préserver,

c'est aussi de la richesse qu'on laisse dans les régions », témoigne Marie-Claude Bourgault, agronome chez Agrigo Conseils à Québec.

Les femmes se démarquent dans le domaine des services-conseils en gestion, souligne Raymond Racicot, un conseiller senior qui a été directeur général du Groupe conseil agricole de Coaticook. « Elles sont très compétentes et ont une approche humaine plus naturelle que les hommes. L'approche est très importante dans ce métier », assure-t-il.

Signe des temps, M. Racicot est maintenant le seul homme dans son service. Les autres conseillers qui ont été embauchés sont des femmes.

L'étau se resserre

Au Lac-Saint-Jean, Valérie Grenier fait partie de ces releveuses d'étables. Elle fait état d'un nombre croissant de fermes laitières qui dégagent un revenu insuffisant pour couvrir les dépenses et le service de la dette. « On en voit plusieurs qui empruntent non seulement pour investir, mais pour payer leurs fournisseurs. Ces gens sont habitués à un certain rythme de dépenses. La

Valérie Grenier,
Lac-Saint-JeanCaroline Collard,
Chaudière-Appalaches

Susan Fleury, Québec

hausse du coût des intrants et des taux d'intérêt leur fait mal. Ils pelletent par en avant, mais l'étau se resserre. Ceux qui n'amélioreront pas leur gestion devront penser fermer ou vendre », assure Mme Grenier, du Groupe multiconseil agricole Saguenay-Lac-Saint-Jean. ■

↳ Pour joindre un groupe conseil agricole: gcaq.ca // 450 679-0540, poste 8932

Une gestion déficiente



Le nombre de fermes laitières qui éprouvent des problèmes de rentabilité chronique augmente graduellement, souligne René Roy. À la demande de *La Terre*, cet agroéconomiste de Valacta a compilé des statistiques intéressantes tirées d'un échantillon de 419 fermes laitières provenant de la base de données des Groupes conseils agricoles du Québec.

Ainsi, le nombre d'exploitations qui ont été déficitaires au moins quatre années sur cinq a bondi de 50 %, passant de 13 % des entreprises de l'échantillon pour la période de 2009 à 2013 à 20 % pour celle de 2013 à 2017. La baisse du prix du lait observée depuis 2015 a contribué en partie à cette situation, mais n'explique pas tout, car durant cette même période de 2013 à 2017, on note 12 % plus d'entreprises qui ont réussi à améliorer leur sort en enregistrant un solde résiduel positif au moins quatre années sur cinq. Bref, sous l'influence de la même conjoncture, des exploitations ont glissé vers le bas alors que d'autres ont accru leur rentabilité. « Il y a beaucoup de facteurs, mais globalement, c'est une question de gestion », résume M. Roy. M.M. ■



Marie-Claude Bourgault, Québec



« Les femmes s'achètent des souliers, mais c'est toujours moins cher qu'aller magasiner à l'Expo-Champ. On est dans une société d'excès. Ceux qui réussissent sont ceux qui résistent. »

— Marie-Claude Bourgault



éléments
qui plombent
la rentabilité



À LA UNE

Cinq stratégies pour redresser sa ferme laitière

MARTIN MÉNARD

mmenard@laterre.ca

La baisse du prix du lait et les impacts attendus des accords internationaux obligent plus que jamais les producteurs de lait du Québec à resserrer la gestion de leur entreprise. Voici cinq stratégies pour améliorer la situation financière d'une ferme.

Comprendre ce qui ne fonctionne pas.

« Pour gérer une exploitation, il importe d'abord de la connaître et d'avoir des chiffres : combien rapportent réellement la production laitière, la culture des champs et les activités de déneigement? Plusieurs agriculteurs ne connaissent pas leur entreprise et c'est ce qu'il faut changer », dit Susan Fleury. Valérie Grenier renchérit : « Il importe d'examiner le solde résiduel. S'il est négatif, le producteur doit comprendre que son exploitation s'appauvrit. Des rendements trop faibles au champ et à l'étable? Des coûts de production trop élevés? Ensuite, quelles sont les causes de cet appauvrissement? »

Revoir ses façons de faire.

Des problèmes récurrents de rentabilité indiquent que l'entreprise n'a pas la bonne recette. « Des producteurs croient qu'ils manquent de revenus et qu'il faut produire plus de lait, mais ils doivent plutôt diminuer leurs dépenses », mentionne Caroline Collard. Marie-Claude Bourgault affirme que certaines exploitations doivent changer leur façon de prendre des décisions. Par exemple, des fermes ont des taux de réforme de 35 à 40 %. « Ils élèvent trop de taures, mais ne calculent pas que chacune d'entre elles mange six tonnes [d'aliments] et coûte 2 500 \$ à élever », indique Marie-Claude Bourgault, soulignant que les vaches payantes sont celles qui demeurent plusieurs années en production.

Couper dans le gras.

« Un producteur qui paye 25 000 \$ d'assurance vie, c'est trop! Et si le montant des comptes à payer est considérable, il vaut mieux contracter un prêt que de continuer à payer de 18 à 24 % d'intérêt », cite en exemple Marie-Claude Bourgault. « Les agriculteurs qui sont trop gentils avec leurs fournisseurs payent souvent plus cher. J'en connais un qui demande trois prix pour tous les achats de plus de 10 000 \$ et son pourcentage de dépenses est très bas », mentionne Caroline Collard. Valérie Grenier conseille qu'« au lieu de regarder la facture des suppléments alimentaires augmenter, il est préférable de donner aux vaches plus de fourrages et de meilleure qualité ».

Investir où ça compte.

Certains investissements sont extrêmement rentables, d'autres pas. « Un producteur achète un tracteur qui va plus vite sur la route pour économiser du temps, mais il aurait gagné près de deux heures par jour s'il avait plutôt investi dans l'achat de quatre trapeuses supplémentaires tout en grossissant le diamètre de son pipeline à lait », expose Marie-Claude Bourgault. Valérie Grenier confirme que certains agriculteurs perdent beaucoup de temps lors du train en raison de la mauvaise condition de l'équipement ou d'une logistique peu productive. Elle ajoute que le syndrome du voisin gonflable est important en production laitière. Investir dans une étable neuve pour solutionner des problèmes de régie n'entraîne pas nécessairement un retour positif sur l'investissement.

Mettre son orgueil de côté.

« Les producteurs qui admettent être responsables de leur situation et qui acceptent de changer leurs habitudes peuvent vraiment s'en sortir, croit Susan Fleury. Mais il faut le vouloir. » L'inverse est aussi vrai. « Certains mettent tous leurs problèmes de rentabilité sur le dos de la baisse du prix du lait, mais je regrette, ça n'explique qu'une partie de la situation. L'autre partie, ce sont les mauvaises décisions. Il y a des gens qui ont de la difficulté à le reconnaître et à changer », mentionne Caroline Collard. La solution, selon elle, consiste à avoir l'humilité de demander de l'aide à un bon producteur ou à un conseiller et de suivre ses recommandations. ■

120 000 \$

Solde résiduel des entreprises
du groupe de tête

-30 000 \$

Solde résiduel des entreprises
du groupe de queue

Source : Agrigo Conseils



1 La machinerie

Un parc de machinerie dont la taille est supérieure aux besoins de l'entreprise fait augmenter les coûts de production et gruge les liquidités. « Le gros tracteur neuf et le beau pick-up, est-ce que tu peux vraiment te les payer? Même chose pour une pelle mécanique utilisée pour faire un fossé par année : c'est un joujou! Quand les résultats d'exploitation sont serrés, il faut se concentrer sur les actifs rentables et laisser faire les joujoux », insiste Caroline Collard. « Avoir recours à une batteuse payée 450 000 \$ plus le carburant et l'employé pour récolter 150 hectares? Non! Et à moins que le producteur effectue ses entretiens lui-même avec rigueur, il faut prioriser les travaux à forfait pour plusieurs opérations », soutient Marie-Claude Bourgault.



2 Les vaches d'exposition

Les quatre conseillères ont unanimement soulevé un tabou : le commerce de la génétique et les jugements d'animaux ne sont généralement pas rentables. Certaines fermes réussissent à bien s'en tirer, mais pour la majorité, cette activité nuit à leur santé financière. La passion entraîne souvent des décisions émotives et non rationnelles. Aussi, l'élevage de haute génétique représente un coût en temps, en nourriture, en bâtiments et en déplacements, sans oublier que la production d'embryons peut allonger les intervalles de vêlages. Bref, le lait produit coûte plus cher et en fin de compte, peu de bêtes sont réellement vendues avec profit. Les agriculteurs ne le réalisent pas facilement, car ces coûts sont combinés aux opérations laitières, mais les pertes sont là.



3 Les cultures

Caroline Collard affirme que 56 % des producteurs laitiers qu'elle accompagne perdent de l'argent avec leurs cultures. « Certains pensent que c'est rentable, mais ils oublient de calculer le coût de possession et d'utilisation de la machinerie », dit-elle, ajoutant que l'absence de rentabilité s'explique aussi, chez certains, par le manque de précision dans les semis, dans l'application de pesticides ou à la récolte. Valérie Grenier mentionne qu'au Lac-Saint-Jean, les cultures conventionnelles sont payantes seulement lorsqu'elles alimentent la troupeau. Elle recommande de fertiliser les cultures fourragères afin d'obtenir plus de protéines et d'opter pour du blé qui nourrira les vaches au lieu de cultiver de l'avoine qui sera vendue sur les marchés à un prix trop faible pour être rentable.



4 Accès trop facile au capital

« Les prêts dans le secteur laitier, c'est quasiment un bar ouvert. Et avec les taux qui montent, la dette finit par faire mal. Je connais un producteur qui, quand il manquait de liquidités, demandait à son créancier de grossir son emprunt. Son prêt a ainsi atteint 340 000 \$ en quatre ans », raconte Marie-Claude Bourgault. Valérie Grenier a travaillé de 2007 à 2017 comme conseillère aux prêts agricoles chez Desjardins. Elle confirme que la plupart des projets, même ceux dont les bases semblaient moins solides, recevaient du financement, et ce, en raison de la valeur du quota et des terres comme garantie. « Aussi, la majorité des producteurs tiennent à réaliser leurs projets et n'hésiteraient pas à aller voir une autre institution bancaire si la première disait non », explique-t-elle.